
Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2022

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Table des matières

Introduction	4
Compte satellite annuel des institutions sans but lucratif.....	4
Module des ressources humaines.....	15
Conclusion	24
Annexe : Glossaire des principaux termes.....	26

Introduction

Les institutions sans but lucratif, comme les syndicats, les services communautaires d'alimentation et les hôpitaux, sont un élément crucial de l'économie canadienne. Ces institutions fournissent des biens et des services, notamment dans les domaines des soins de santé, de l'éducation et du logement, surtout aux groupes à faible revenu. Elles contribuent également à améliorer le fonctionnement d'autres secteurs et à augmenter le bien-être socioéconomique. Les données sur le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi des organismes sans but lucratif peuvent être utilisées pour examiner le rôle de ces organismes au Canada.

Le Canada a été le premier pays à établir un Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat en 2004, comme le recommande le manuel des comptes satellites des Nations Unies, qui classe les institutions sans but lucratif en trois grandes catégories:

Les **institutions commerciales sans but lucratif** comprennent des organisations comme les chambres de commerce, les associations d'affaires, les services de protection et les associations de copropriétaires (condominiums). Ces organisations ne relèvent pas du contrôle direct du gouvernement, fournissent des biens et des services à faible coût et sont limitées dans leur capacité de redistribuer les excédents qu'elles peuvent produire. Dans les mesures macroéconomiques courantes, elles sont classées dans le secteur des entreprises.

Les **organismes communautaires sans but lucratif** comprennent des organisations qui fournissent des services comme des services communautaires d'alimentation, des services communautaires d'hébergement, des services de soutien d'urgence, des organisations religieuses, des groupes de défense des intérêts et des associations sportives et récréatives. Ces organisations ne sont pas fortement tributaires du gouvernement et fournissent gratuitement ou à un coût minime des biens et des services aux ménages. On les appelle **institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)** dans les mesures macroéconomiques courantes.

Les **institutions gouvernementales sans but lucratif** comprennent les hôpitaux, les universités et les collèges. Ces organisations sont autonomes et existent indépendamment du gouvernement, mais sont fortement influencées par celui-ci. Elles sont classées dans le secteur des administrations publiques selon les mesures macroéconomiques conventionnelles.

Le compte satellite fournit des estimations qui sont dérivées de diverses sources de données, y compris des fichiers administratifs (dossiers fiscaux), le Registre des entreprises de Statistique Canada, l'Enquête mensuelle sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et des renseignements provenant des comptes publics.

Il permet d'estimer le produit intérieur brut, la production brute, l'emploi, les transferts des administrations publiques, des entreprises et des ménages, les transferts à d'autres secteurs, les ventes de biens et de services et les dépenses en biens et services pour chaque sous-secteur des institutions sans but lucratif.

Des estimations annuelles ont été préparées pour la période de 2007 à 2020 et des estimations trimestrielles ont été ajoutées de 2009 à aujourd'hui. Une dimension provinciale a également été ajoutée au compte annuel, tandis qu'un Module des ressources humaines (MRH) fournit des données annuelles sur l'emploi par groupe démographique, ainsi qu'une ventilation par province et par territoire.

À l'aide des données du Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat, le présent article permet d'analyser le PIB et l'emploi des organismes sans but lucratif pour la période de 2010 à 2020. Il est organisé comme suit : la section 2 porte sur les résultats du compte satellite annuel, la section 3 traite des estimations du Module des ressources humaines et la section 4 comprend la conclusion.

Compte satellite annuel des institutions sans but lucratif

Le produit intérieur brut du secteur sans but lucratif est en hausse depuis 2010

Le produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble des institutions sans but lucratif a atteint 185,8 milliards de dollars en 2020, ce qui représente 9,0 % du PIB total du Canada. Le PIB des institutions gouvernementales sans but

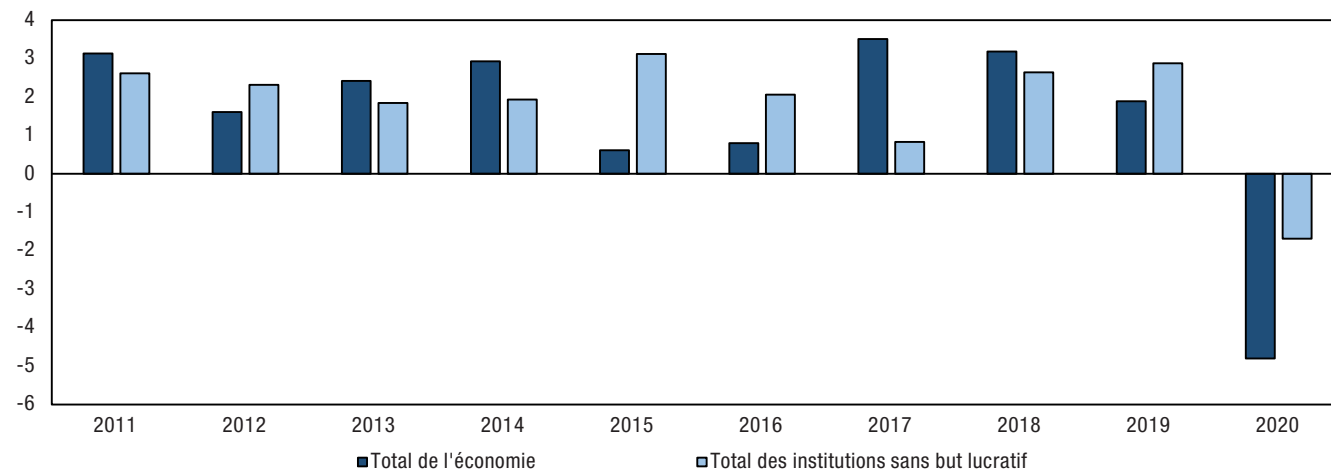
lucratif (comme les universités et les hôpitaux) s'élevait à 139,4 milliards de dollars, soit 75,0 % de l'ensemble des institutions sans but lucratif et 6,7 % du PIB total du Canada. En 2020, les organismes communautaires sans but lucratif représentaient 1,4 % de l'économie totale, soit 29,9 milliards de dollars, tandis que les institutions commerciales sans but lucratif étaient à l'origine des 16,4 milliards de dollars restants, soit 0,8 % de l'économie totale.

La contribution économique du secteur sans but lucratif différait selon la province et le territoire. Les institutions sans but lucratif ont été à l'origine de 12,4 % du PIB de la Nouvelle-Écosse en 2020, ce qui est bien supérieur à la moyenne nationale de 9,0 % et ce qui représente la plus forte proportion parmi toutes les provinces et tous les territoires. La contribution des institutions sans but lucratif à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, au Québec, au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest a dépassé la moyenne nationale. En 2020, la part du PIB des institutions sans but lucratif s'élevait à 3,4 % du PIB de l'ensemble de l'économie du Nunavut, soit la plus faible au Canada. Les secteurs sans but lucratif de l'Ontario, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Yukon se situaient tous en dessous de la moyenne nationale en ce qui a trait au pourcentage du PIB total.

En 2020, le PIB réel des institutions sans but lucratif a diminué de 1,7 %, tandis que le PIB réel de l'économie canadienne a enregistré une baisse de 4,8 %. La dépendance plus grande du secteur sans but lucratif à l'égard des soins de santé s'est traduite par un PIB supérieur à la moyenne en 2020, alors que les ressources se sont déplacées pour lutter contre la COVID-19. Au cours de la période de 2010 à 2020, le PIB réel des institutions sans but lucratif a dépassé celui de l'ensemble de l'économie canadienne pour 5 des 11 années. Le PIB réel des institutions sans but lucratif a affiché une croissance annuelle moyenne de 1,9 % au cours de la période de onze ans, ce qui était plus rapide que l'économie totale (+1,5 %).

Graphique 1 Croissance du produit intérieur brut réel, dollars constants, 2010 à 2020

variation annuelle en pourcentage (2012=100)



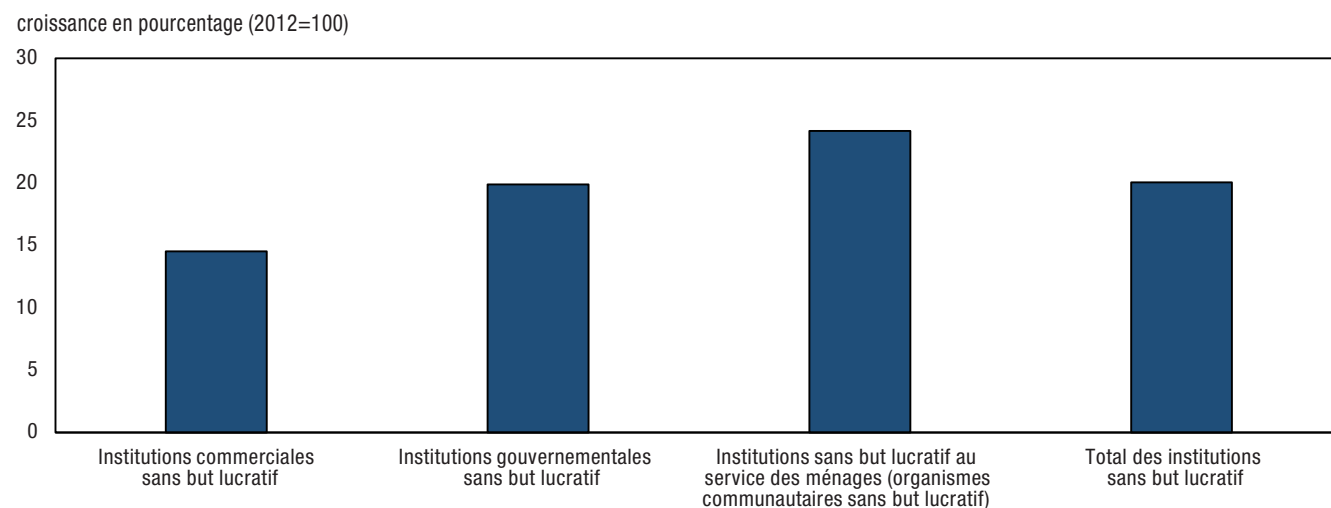
Source(s) : Statistique Canada, tableaux 36-10-0222-01 et 36-10-0616-01.

La forte baisse de 2020 est attribuable à la pandémie de COVID-19, qui a été déclarée en mars 2020. Afin de prévenir la propagation du virus, le gouvernement a mis en œuvre des mesures, comme la fermeture obligatoire d'entreprises non essentielles, des restrictions de voyage, des règles de distanciation physique, la fermeture des frontières internationales du Canada, ainsi que le passage de nombreux Canadiens au travail à domicile. Ces mesures ont eu la plus grande incidence sur les institutions commerciales sans but lucratif (-10,4 %) en 2020, du fait de la baisse des cotisations versées par les membres et du recul des services en personne. Le PIB réel des institutions gouvernementales sans but lucratif a enregistré une baisse de 0,3 %, tandis que le PIB réel des organismes communautaires sans but lucratif a diminué de 2,4 % en 2020.

De 2010 à 2020, le PIB réel des institutions sans but lucratif a augmenté de 20,1 % sur une base cumulative, les organismes communautaires sans but lucratif ayant connu une croissance plus rapide que les institutions gouvernementales sans but lucratif et que les institutions commerciales sans but lucratif.

Graphique 2

Croissance cumulative du produit intérieur brut réel, dollars constants, institutions sans but lucratif, 2010 à 2020



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0616-01.

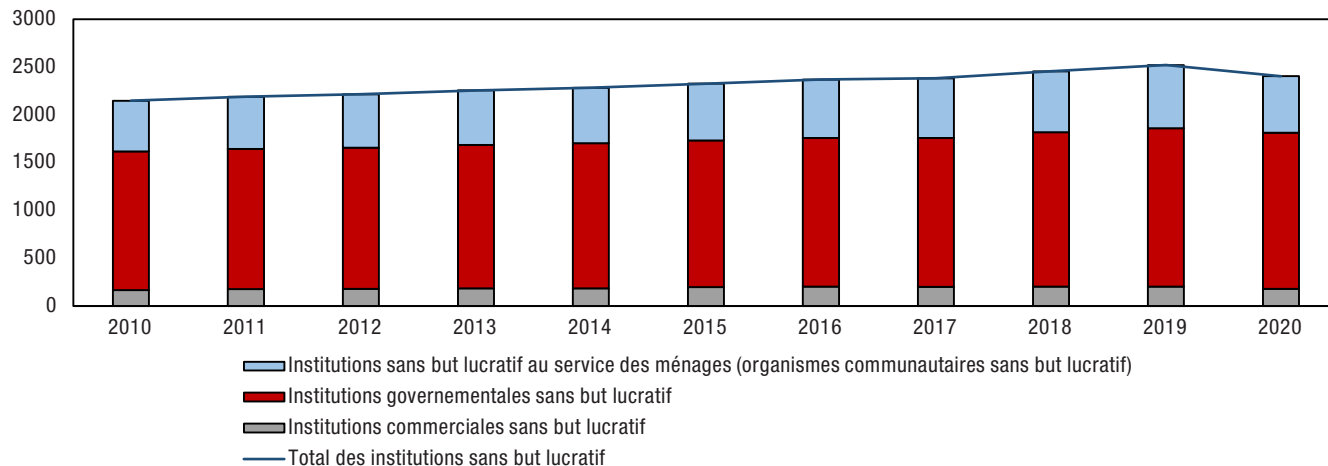
L'emploi a diminué en 2020

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions négatives importantes sur l'emploi dans le secteur sans but lucratif, ainsi que sur l'ensemble de l'économie. Le nombre d'emplois dans les institutions sans but lucratif a diminué de 4,6 % pour s'établir à 2,4 millions d'emplois en 2020, alors qu'il était de 2,5 millions d'emplois en 2019. En comparaison, la baisse a été de 5,2 % pour l'ensemble de l'économie.

Les institutions gouvernementales sans but lucratif représentaient 68,0 % du total des emplois du secteur sans but lucratif en 2020, mais elles ont été les moins touchées par la pandémie, l'emploi dans le sous-secteur ayant diminué de 1,3 % en 2020. Les institutions commerciales sans but lucratif (-12,3 %) et les organismes communautaires sans but lucratif (-10,6 %) ont été les plus touchés par les pertes d'emplois en 2020 dans le secteur sans but lucratif, ayant subi des répercussions plus grandes des fermetures imposées par le gouvernement. En 2020, les institutions commerciales sans but lucratif et les organismes communautaires sans but lucratif représentaient 7,5 % et 24,5 %, respectivement, de tous les emplois dans les institutions sans but lucratif. Malgré des baisses survenues pendant la pandémie, l'emploi dans le secteur sans but lucratif a augmenté en moyenne de 1,2 % par année de 2010 à 2020, et il a dépassé la croissance annuelle moyenne de 0,5 % enregistrée dans l'ensemble de l'économie.

Graphique 3 Emploi dans les institutions sans but lucratif

nombre d'emplois en milliers

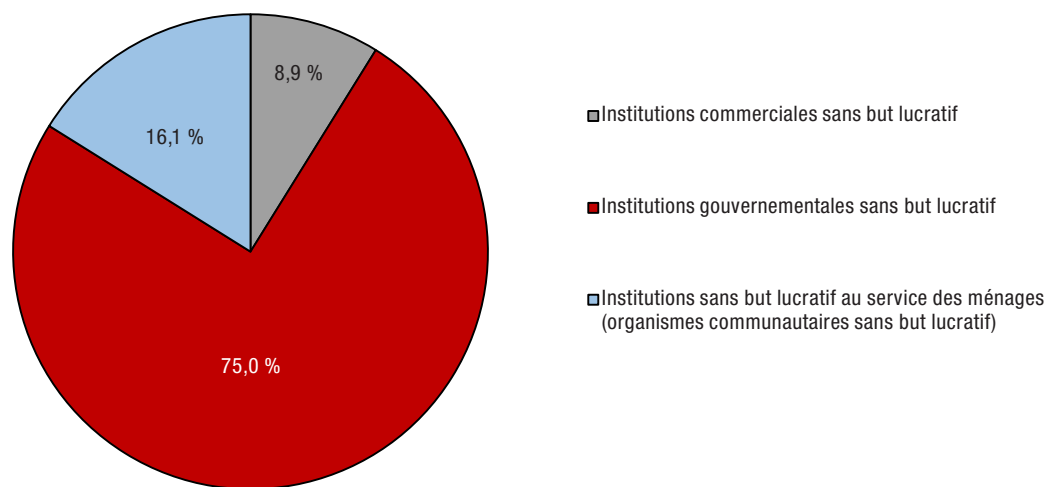


Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0617-01.

Composition du secteur sans but lucratif

En 2020, les institutions gouvernementales sans but lucratif ont été à l'origine de la plus grande part du PIB du secteur sans but lucratif (75,0 %), suivies des organismes communautaires sans but lucratif (16,1 %), tandis que la part du PIB des institutions commerciales sans but lucratif était de 8,9 %, ce qui représente la plus faible part du secteur sans but lucratif. Ces pourcentages sont demeurés relativement stables depuis 2010.

Graphique 4 Part du produit intérieur brut, institutions sans but lucratif, 2020



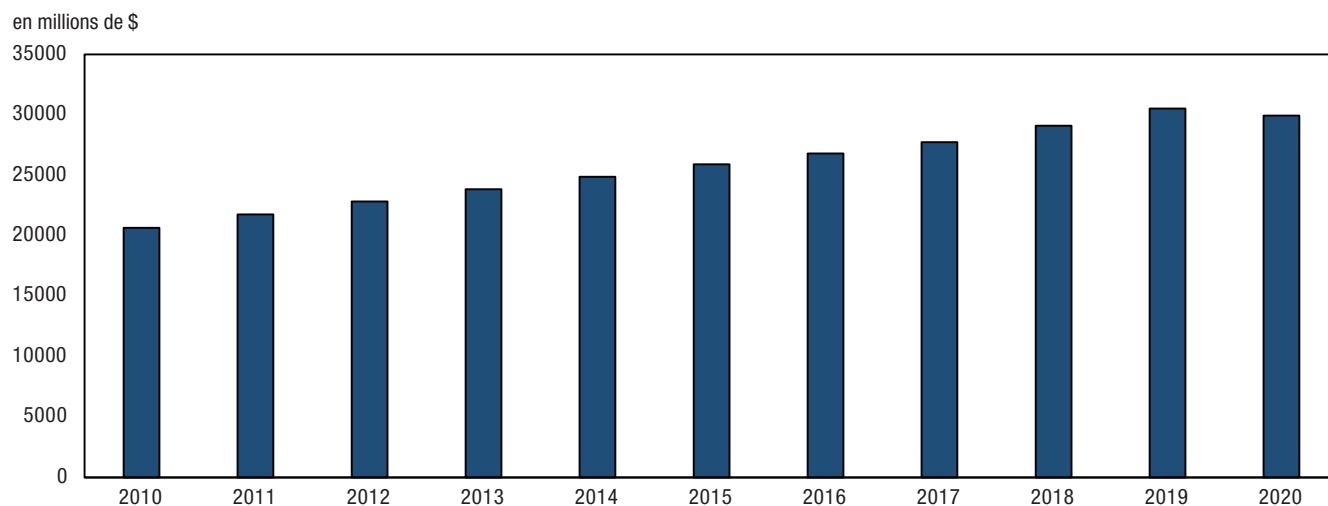
Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0616-01.

Profil économique des organismes communautaires sans but lucratif

En 2020, le PIB du sous-secteur des organismes communautaires sans but lucratif s'élevait à 29,9 milliards de dollars, soit 1,4 % de l'économie totale. Sur une période de onze ans, le PIB réel de ce sous-secteur a augmenté de 24,2 %. Les organismes communautaires sans but lucratif fournissent des biens et des services dans divers domaines, y compris les services sociaux, la défense des droits et la culture.

En 2020, le PIB des services sociaux représentait un cinquième du PIB des institutions sans but lucratif à l'exclusion des administrations publiques, tandis que la culture et les loisirs représentaient plus du dixième du PIB du secteur sans but lucratif, à l'exclusion du sous-secteur des administrations publiques.

Graphique 5
Produit intérieur brut des organismes communautaires sans but lucratif, prix courants

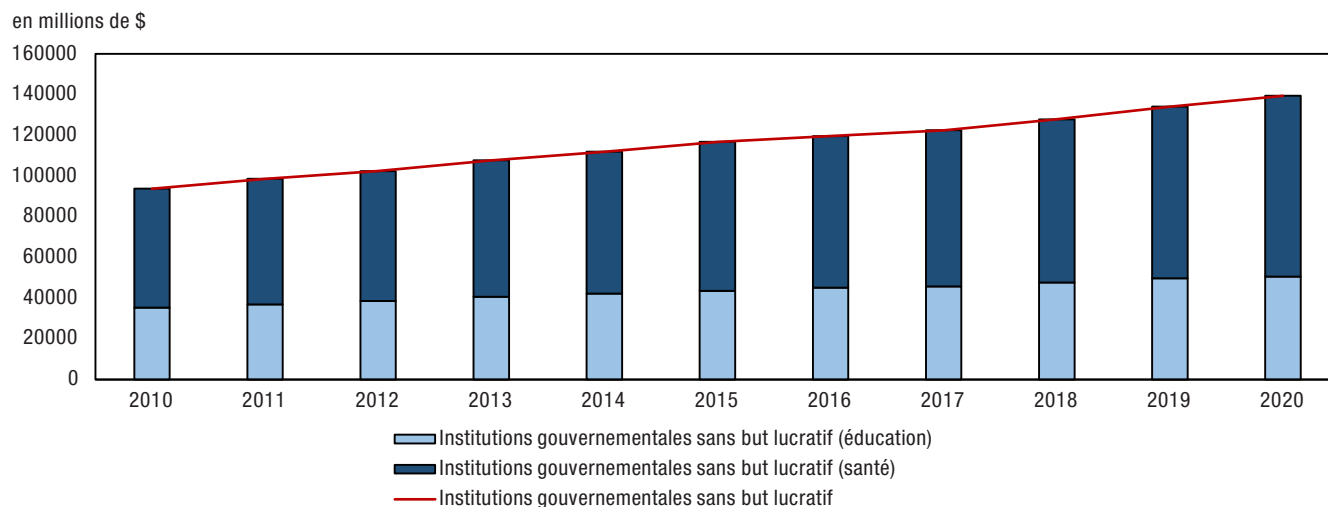


Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0616-01.

Les institutions gouvernementales sans but lucratif prédominent dans le secteur sans but lucratif

En 2020, le PIB des institutions gouvernementales sans but lucratif a atteint 139,4 milliards de dollars, soit 6,7 % du PIB total. Les institutions gouvernementales sans but lucratif comprennent les activités dans le domaine de l'éducation et de la santé. Le PIB des activités de santé dans les institutions gouvernementales sans but lucratif s'élevait à 88,9 milliards de dollars en 2020, soit 47,8 % du PIB total de l'ensemble du secteur sans but lucratif. Le PIB des activités d'éducation dans les institutions gouvernementales sans but lucratif a été évalué à 50,5 milliards de dollars en 2020, soit 27,2 % du PIB total du secteur.

Graphique 6
Produit intérieur brut des institutions gouvernementales sans but lucratif, prix courants



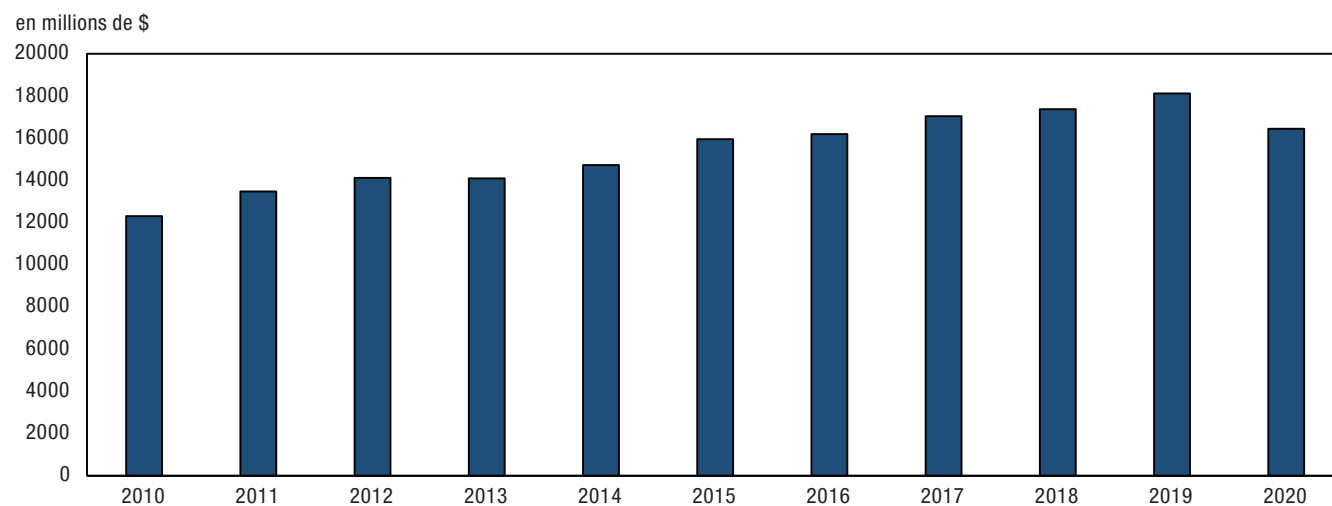
Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0616-01.

Les institutions commerciales sans but lucratif ont été à l'origine de la proportion la plus faible du PIB du secteur sans but lucratif en 2020

En 2020, le PIB des institutions commerciales sans but lucratif s'élevait à 16,4 milliards de dollars, soit 0,8 % de l'économie totale. Les institutions commerciales sans but lucratif sont constituées des associations d'affaires et professionnelles et des syndicats. En 2020, le PIB des associations d'affaires et professionnelles et des syndicats représentait 4,5 % du total pour le secteur sans but lucratif et près du cinquième (19,6 %), si l'on exclut les institutions gouvernementales sans but lucratif.

Graphique 7

Produit intérieur brut des institutions commerciales sans but lucratif, prix courants



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0616-01.

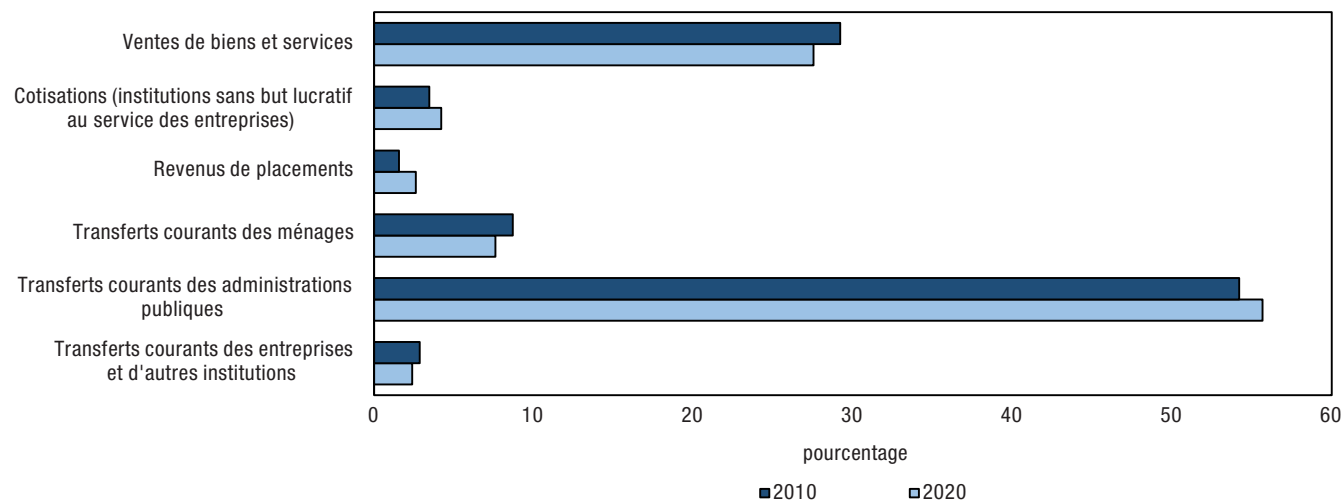
Le revenu dans le secteur sans but lucratif est en hausse depuis 2010

En 2020, le revenu total des organismes sans but lucratif s'élevait à 316,2 milliards de dollars, soit près du double de celui de 2010. Les principales sources de revenus des organismes sans but lucratif étaient les transferts gouvernementaux et les ventes de biens et de services. Les transferts courants des administrations publiques représentaient 55,7 % du revenu total en 2020, en hausse comparativement à 54,2 % en 2010. En 2020, les ventes de biens et de services ont été à l'origine de 27,5 % du revenu total, en baisse comparativement à 29,2 % en 2010. L'augmentation des placements des administrations publiques et la baisse des ventes de biens et de services pendant la pandémie ont entraîné ce changement. Les transferts provenant des ménages, les revenus de placements, les transferts courants provenant d'autres secteurs et les revenus provenant des cotisations ont représenté 16,8 % du revenu total du secteur sans but lucratif en 2020, soit un revenu total de 53,2 milliards de dollars.

Les institutions gouvernementales sans but lucratif ont généré 61,8 % du revenu total en 2020, soit la plus grande part du revenu total du secteur sans but lucratif, suivies des organismes communautaires sans but lucratif. Les institutions commerciales sans but lucratif ont représenté 14,3 % du revenu total, soit la proportion la plus faible du secteur sans but lucratif.

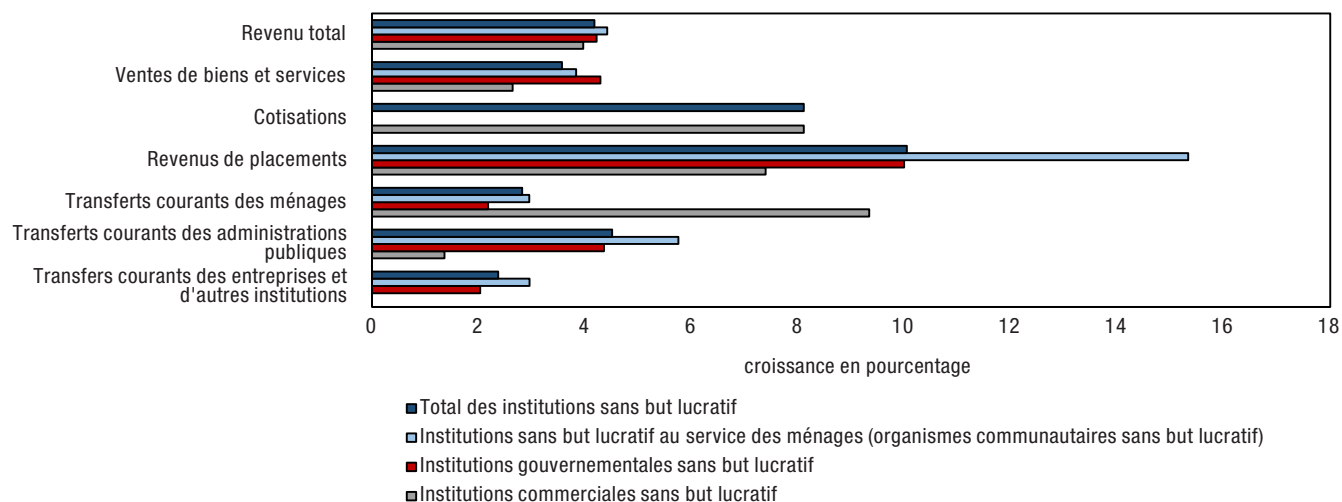
De 2010 à 2020, le revenu des organismes communautaires sans but lucratif (+4,4 %) a enregistré une croissance annuelle moyenne plus rapide que celui des institutions gouvernementales sans but lucratif (+4,2 %) et des institutions commerciales sans but lucratif (+4,0 %). L'augmentation des revenus de placements au fil des ans a été le principal facteur à l'origine de la croissance plus rapide du revenu des organismes communautaires sans but lucratif. Le revenu des institutions commerciales sans but lucratif a diminué en 2020 (-1,3 %). Cette baisse a été le résultat de la perte de revenus provenant des cotisations, ainsi que de l'augmentation plus lente des ventes de biens et de services, les mesures de contrôle gouvernementales contre la COVID-19 ayant eu des répercussions sur les deux.

Graphique 8
Composition du revenu selon la source : institutions sans but lucratif, 2010 et 2020



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0613-01.

Graphique 9
Croissance annuelle moyenne du revenu, selon la source, 2010 à 2020



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0613-01.

Les revenus tirés des cotisations dans les institutions commerciales sans but lucratif ont augmenté au cours de la décennie

Les revenus tirés des cotisations dans les institutions commerciales sans but lucratif ont représenté 13,3 milliards de dollars du revenu total en 2020, soit près du double par rapport à 2010. Les cotisations ont augmenté en moyenne de 8,1 % chaque année de 2010 à 2020. En 2020, les cotisations ont été à l'origine de 29,4 % du revenu total des institutions commerciales sans but lucratif, soit 4,2 % du revenu total de toutes les institutions sans but lucratif.

Les organismes communautaires sans but lucratif ont généré des revenus de placements supérieurs à ceux de tous les autres sous-secteurs sans but lucratif

Les revenus de placements ont atteint 8,3 milliards de dollars dans les institutions sans but lucratif en 2020, en hausse comparativement à 3,3 milliards de dollars en 2010. Les organismes communautaires sans but lucratif ont généré 53,4 % du total des revenus de placements, soit 5,8 % du revenu total du sous-secteur en 2020. Les institutions commerciales sans but lucratif ont été à l'origine du deuxième pourcentage en importance des revenus de placements, soit 5,5 % du revenu total en 2020. Au cours de la même année, les revenus de placements ont représenté 0,7 % du revenu total du sous-secteur des institutions gouvernementales sans but lucratif.

Les revenus de placements ont augmenté en moyenne de 10,0 % par année dans le secteur sans but lucratif de 2010 à 2020. Au cours de la période de onze ans, les revenus de placements des organismes communautaires sans but lucratif ont augmenté à un rythme plus rapide (+15,3 %) que dans tout autre sous-secteur sans but lucratif.

Au fil des ans, les ventes de biens et de services ont été une source principale de financement pour les institutions commerciales sans but lucratif

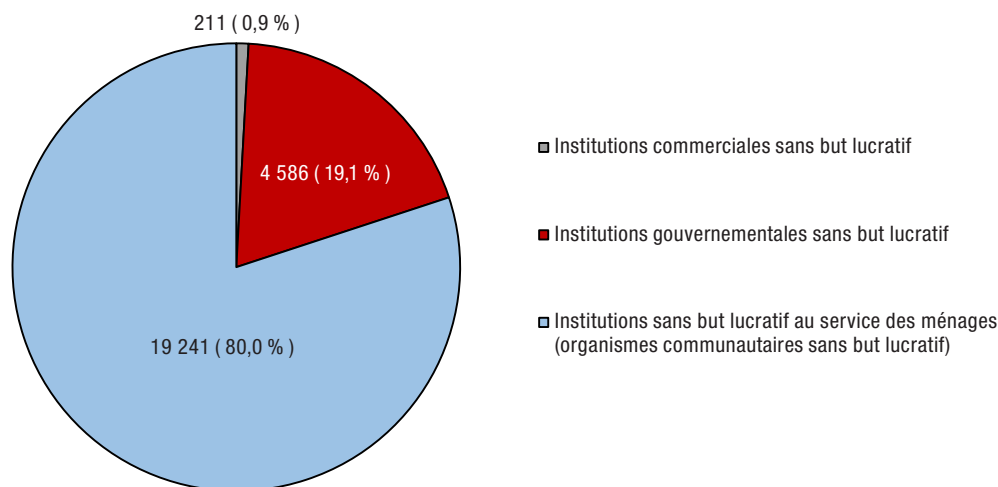
Les ventes de biens et de services ont représenté 87,1 milliards de dollars du revenu total du secteur sans but lucratif, en hausse de 25,7 milliards de dollars depuis 2010. Les institutions gouvernementales sans but lucratif ont généré le plus de fonds grâce à la vente de biens et de services dans le secteur sans but lucratif, soit 19,8 % de leur revenu total en 2020. Les institutions commerciales sans but lucratif se classaient au deuxième rang pour ce qui est du montant provenant de la vente de biens et de services dans le secteur sans but lucratif, soit 63,2 % du revenu total des institutions commerciales sans but lucratif. De 2010 à 2020, les ventes de biens et de services ont augmenté en moyenne de 3,6 % par année dans le secteur sans but lucratif.

Les transferts courants des entreprises ont été générés par les organismes communautaires sans but lucratif et les institutions gouvernementales sans but lucratif

Les transferts courants des entreprises se sont chiffrés à 7,6 milliards de dollars pour toutes les institutions sans but lucratif en 2020, en hausse comparativement à 6,0 milliards de dollars en 2010. En 2020, les institutions gouvernementales sans but lucratif ont reçu 54,0 % des transferts courants des entreprises, tandis que les organismes communautaires sans but lucratif en ont reçu 46,0 %. En 2020, les transferts courants des entreprises ont représenté 2,4 % du revenu total du secteur sans but lucratif, 2,1 % du revenu total du sous-secteur des institutions gouvernementales sans but lucratif, et 4,6 % du revenu total du sous-secteur des organismes communautaires sans but lucratif. De 2010 à 2020, les transferts courants des entreprises (+2,4 %) ont affiché le taux de croissance annuel moyen le plus faible parmi toutes les autres sources de revenus du secteur sans but lucratif.

Les institutions sans but lucratif au service des ménages sont demeurées les principales bénéficiaires des dons des ménages

Les transferts courants des ménages ont été à l'origine de 24,0 milliards de dollars du revenu total du secteur sans but lucratif en 2020, en hausse comparativement à 18,3 milliards de dollars en 2010. Les organismes communautaires sans but lucratif ont reçu 80,0 % du total des dons des ménages au secteur, ce qui a représenté 25,5 % du total de leur revenu en 2020. Les institutions gouvernementales sans but lucratif ont reçu le cinquième du total des dons des ménages en 2020, tandis que les 0,9 % restants sont allés aux institutions commerciales sans but lucratif. De 2010 à 2020, les transferts des ménages (+2,8 %) ont affiché un taux de croissance annuel moyen plus faible que les principales sources de revenus.

Graphique 10**Répartition des transferts courants des ménages, institutions sans but lucratif, 2020**

Note(s) : Les transferts sont en millions de dollars.

Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0613-01.

La majorité des transferts gouvernementaux provenaient des administrations publiques provinciales

Les transferts courants des administrations publiques aux institutions sans but lucratif se sont chiffrés à 176,0 milliards de dollars en 2020, en hausse de 54,4 % depuis 2010. Les transferts les plus importants des administrations publiques ont été le fait des administrations publiques provinciales, tandis que les administrations publiques locales sont celles qui ont contribué le moins. La proportion la plus forte des transferts gouvernementaux est allée aux institutions gouvernementales sans but lucratif, représentant 75,1 % du revenu total de ce sous-secteur en 2020. Les organismes communautaires sans but lucratif ont reçu la deuxième proportion en importance des transferts des administrations publiques, ce qui a représenté 37,9 % de leur revenu total en 2020. Les transferts courants des administrations publiques ont été à l'origine de 1,5 % du revenu total des institutions commerciales sans but lucratif.

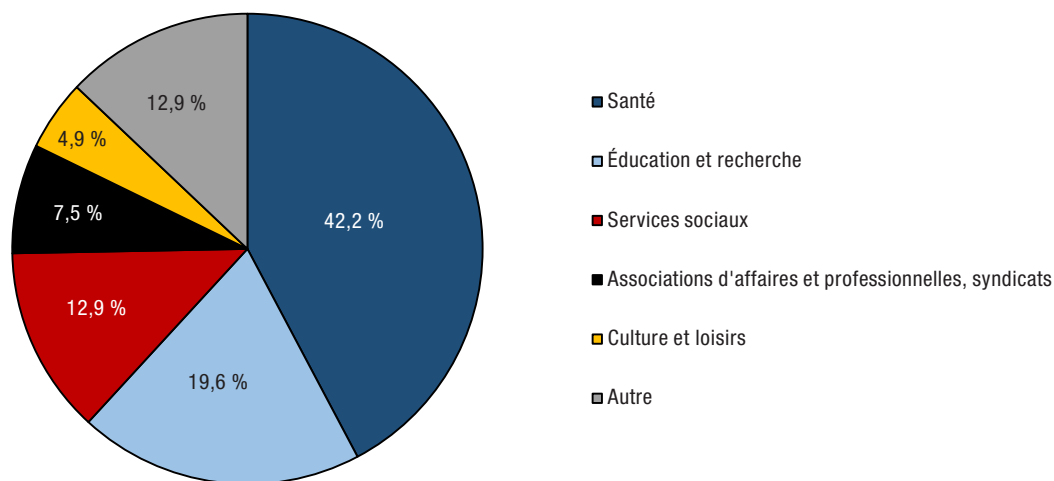
Les transferts courants des administrations publiques ont augmenté en moyenne de 4,5 % par année dans le secteur sans but lucratif de 2010 à 2020. C'est dans les organismes communautaires sans but lucratif que les transferts des administrations publiques ont affiché la croissance annuelle moyenne la plus rapide.

Les activités en santé, en éducation et en recherche ont dominé le secteur sans but lucratif¹

Le revenu total des organismes sans but lucratif a atteint 316,2 milliards de dollars en 2020, en hausse de 50,3 % depuis 2010. Dans le secteur sans but lucratif, les activités en santé, de même qu'en éducation et en recherche ont été à l'origine de près des deux tiers du revenu total, affichant respectivement des proportions de 42,2 % et de 19,6 %. De 2010 à 2020, cette proportion est demeurée relativement constante. Le revenu total restant a été réparti entre diverses autres activités, comme les services sociaux, les associations d'affaires et professionnelles, la culture et les loisirs, le développement et le logement, ainsi que les organismes religieux.

1. « Voir l'annexe 5.1 du [United Nations Satellite Account on Non-Profit and Related Institutions and Volunteer Work](https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/UN_TSE_HB_FNL_web.pdf) pour plus de renseignements sur la classification des activités : https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/UN_TSE_HB_FNL_web.pdf. »

Graphique 11
Répartition des revenus selon le domaine d'activité : institutions sans but lucratif, 2020



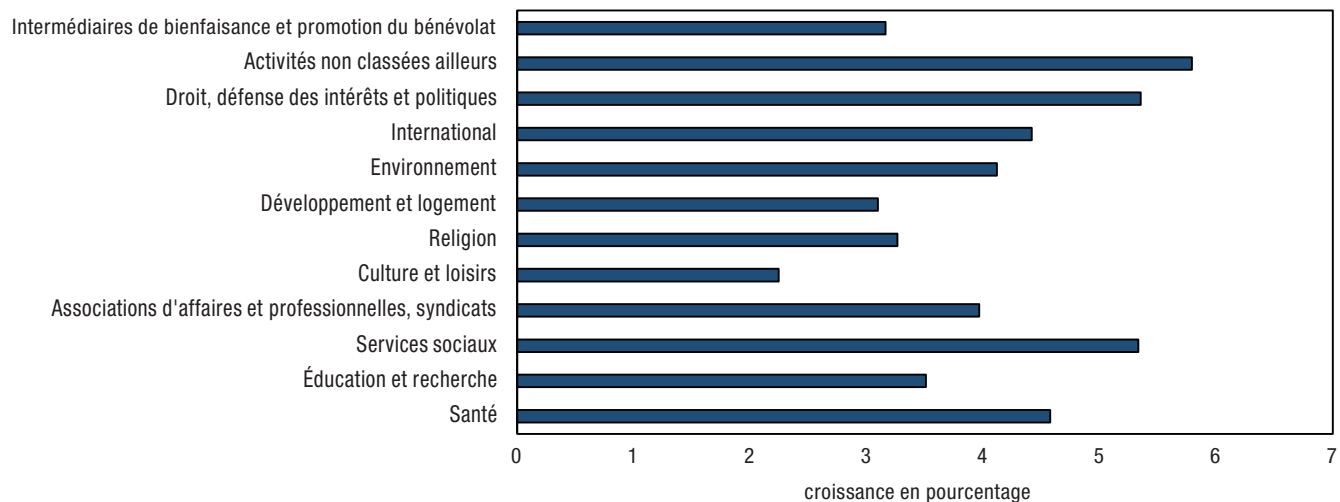
Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0614-01.

En 2020, les activités en santé ont représenté la somme de revenus la plus importante parmi toutes les activités des institutions sans but lucratif. Cette année-là, les activités en santé ont généré 133,6 milliards de dollars de revenu, en hausse comparativement à 85,8 milliards de dollars en 2010. En général, les activités en santé ont représenté 41 % du revenu du secteur sans but lucratif au cours des 11 dernières années.

L'éducation et la recherche ont généré la deuxième plus grande part des revenus des institutions sans but lucratif, recevant 61,9 milliards de dollars en 2020, en hausse comparativement à 43,9 milliards de dollars en 2010. De 2010 à 2020, cette activité a généré en moyenne 21,0 % du revenu des institutions sans but lucratif.

Les services sociaux sont une autre activité importante des organismes sans but lucratif, et ils ont généré 40,7 milliards de dollars de revenu en 2020, soit près du double du montant enregistré en 2010. Cette activité a été à l'origine d'une moyenne de 11,8 % du revenu du secteur sans but lucratif au cours de la période de onze ans.

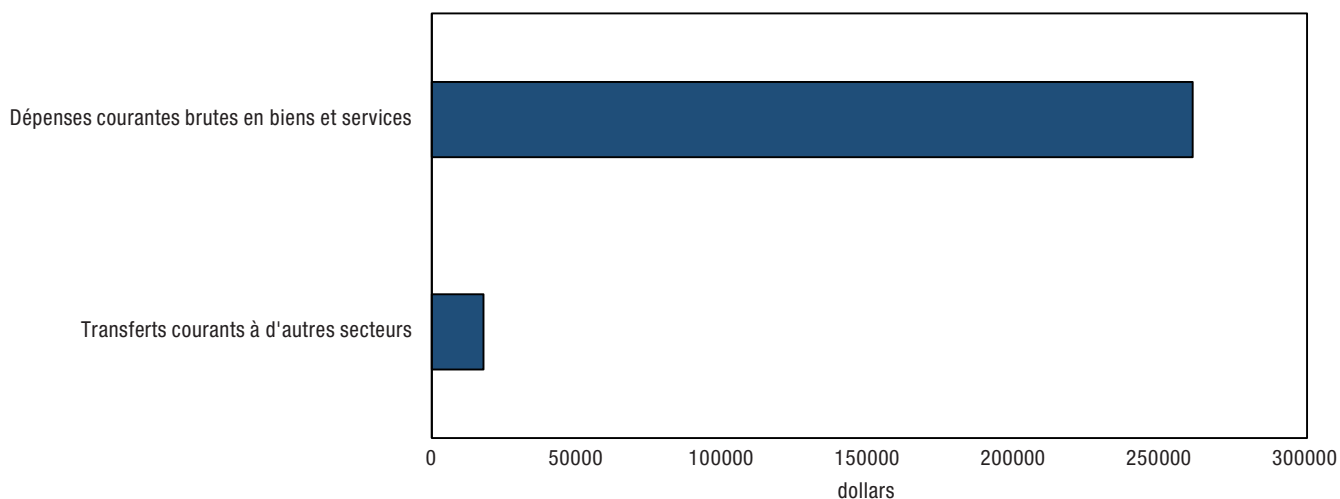
Le revenu annuel moyen des activités non classées ailleurs (+5,8 %), des activités dans le domaine du droit, de la défense des intérêts et de la politique (+5,4 %), ainsi que des services sociaux (+5,3 %), a augmenté le plus rapidement de 2010 à 2020, tandis que celui dans les domaines d'activités liées au développement et au logement (+3,1 %), ainsi que de la culture et des loisirs (+2,2 %), a connu la croissance la plus lente.

Graphique 12**Croissance moyenne du revenu selon le domaine d'activité : institutions sans but lucratif, 2010 à 2020**

Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0614-01.

Les institutions gouvernementales sans but lucratif ont dépensé davantage en salaires que toutes les autres institutions sans but lucratif

Les dépenses totales des institutions sans but lucratif ont atteint 278,6 milliards de dollars en 2020, en hausse comparativement à 197,3 milliards de dollars en 2010. Les dépenses courantes brutes au titre des biens et services ont représenté 93,6 % des dépenses totales et sont demeurées relativement constantes depuis 2010. Les transferts courants à d'autres secteurs ont représenté 6,4 % des dépenses totales en 2020 et sont demeurés les mêmes depuis 2010.

Graphique 13**Composante des dépenses, institutions sans but lucratif, 2020**

Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0614-01.

La part des dépenses d'exploitation diffère dans une large mesure entre les institutions gouvernementales sans but lucratif, les institutions commerciales sans but lucratif et les organismes communautaires sans but lucratif. En 2020, la rémunération du travail a représenté la part la plus importante des dépenses d'exploitation des institutions

gouvernementales sans but lucratif. Près de soixante pourcent des dépenses d'exploitation sont allées aux salaires et traitements des employés en 2020, suivis des achats intermédiaires, qui ont représenté près du tiers des dépenses.

Dans le cas des institutions sans but lucratif à l'exclusion des administrations publiques, plus de la moitié des dépenses d'exploitation sont allées aux achats intermédiaires de biens et de services, suivis de la rémunération du travail, qui a représenté 45,5 % du total des dépenses d'exploitation.

De 2010 à 2020, la composition des dépenses d'exploitation est demeurée relativement stable pour chacun des sous-secteurs des institutions sans but lucratif. Les dépenses des organismes communautaires sans but lucratif (+4,1 %) ont augmenté plus rapidement en moyenne chaque année que celles des institutions gouvernementales sans but lucratif (+3,8 %) et que celles des institutions commerciales sans but lucratif (+0,5 %).

Module des ressources humaines

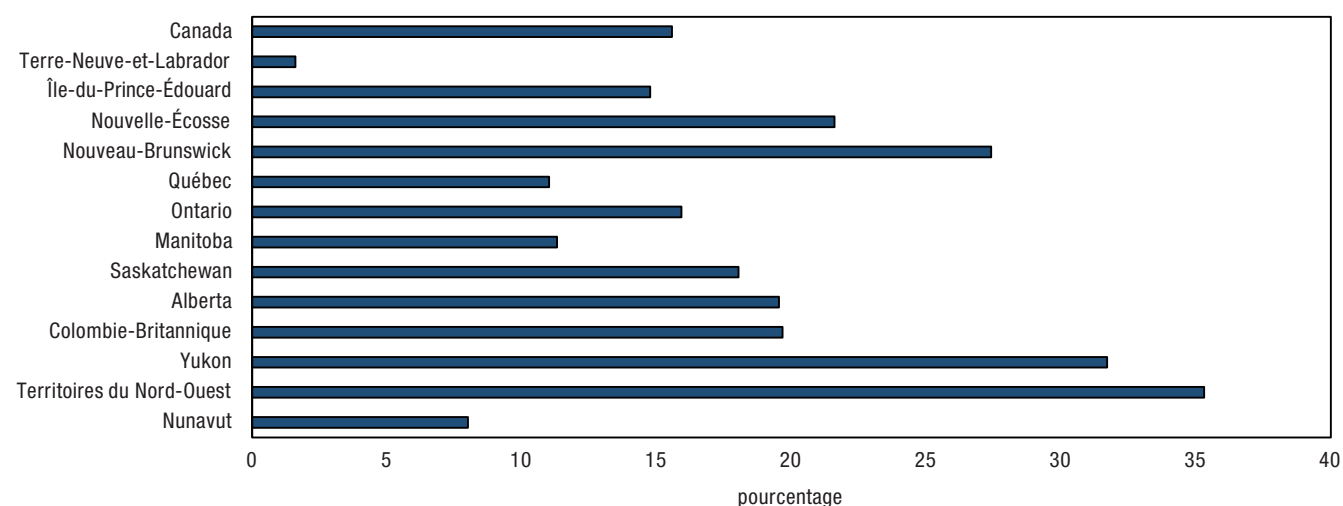
La présente section fournit les données les plus récentes sur l'emploi dans le secteur sans but lucratif, selon le type de travailleur et les caractéristiques démographiques, de 2010 à 2019 au Canada, et selon la province et le territoire.

En 2019, les institutions sans but lucratif ont été à l'origine d'environ 2,2 millions d'emplois à temps plein et de plus de 200 000 emplois à temps partiel au Canada, soit une augmentation globale de 15,6 % par rapport à 2010. Chaque province et territoire a enregistré une hausse du nombre d'employés travaillant dans le secteur sans but lucratif de 2010 à 2019. Le nombre d'emplois a augmenté le plus en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. De 2010 à 2019, les Territoires du Nord-Ouest (+35,3 %) et le Yukon (+31,7 %) ont enregistré les hausses relatives les plus fortes en pourcentage, tandis que Terre-Neuve-et-Labrador (+1,6 %) a affiché l'augmentation la plus faible.

Par sous-secteur, les institutions gouvernementales sans but lucratif représentaient 65,0 % du total des emplois dans le secteur sans but lucratif en 2019, suivies des organismes communautaires sans but lucratif (26,6 %) et des institutions commerciales sans but lucratif (8,4 %).

Graphique 14

Variation en pourcentage du nombre d'emplois, institutions sans but lucratif, selon la province et le territoire, 2010 à 2019



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0650-01.

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à travailler dans les institutions sans but lucratif

En 2019, les femmes occupaient plus des trois quarts des emplois du secteur sans but lucratif au Canada, un niveau qui est demeuré stable depuis 2010. Par sous-secteur, les femmes occupaient 79,3 % des emplois dans les institutions gouvernementales sans but lucratif, 76,9 % des emplois dans les organismes communautaires sans but lucratif et 58,8 % des emplois dans les institutions commerciales sans but lucratif.

L'Île-du-Prince-Édouard a affiché la plus forte proportion d'emplois occupés par des femmes en 2019, soit plus de 80 % des emplois dans les institutions sans but lucratif. La Nouvelle-Écosse a enregistré le plus faible pourcentage d'emplois occupés par des femmes, soit 68,5 %.

De 2010 à 2019, les salaires et traitements annuels moyens des femmes dans les institutions sans but lucratif ont augmenté plus rapidement que ceux des hommes. En 2019, les femmes ont gagné un salaire annuel moyen de 46 950 \$, en hausse de 20,3 % par rapport à 2010. Les hommes ont gagné un salaire annuel moyen de 59 703 \$, en hausse de 8,3 % par rapport à 2010.

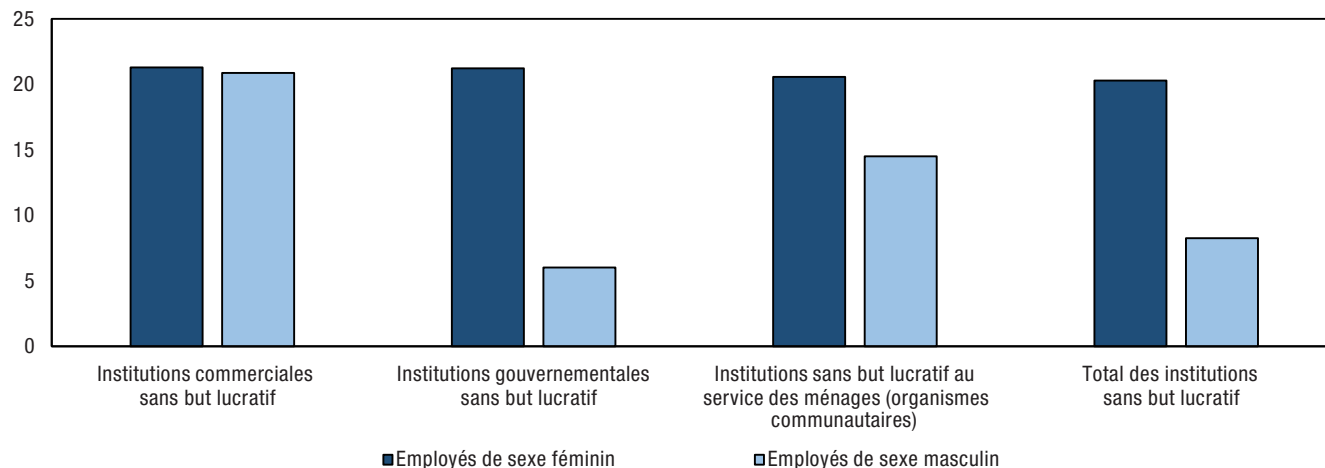
L'écart salarial entre les hommes et les femmes dans les institutions sans but lucratif s'est légèrement rétréci de 2010 à 2019 pour passer d'une moyenne de 16 127 \$ par année en 2010 à 12 127 \$ par année en 2019. L'écart salarial entre les sexes était le plus important dans les institutions gouvernementales sans but lucratif, puisque les hommes gagnaient en moyenne 16 303 \$ de plus par année que les femmes en 2019.

En 2019, les institutions gouvernementales sans but lucratif (51 290 \$) affichaient le salaire annuel moyen le plus élevé pour les femmes, tandis que les organismes communautaires sans but lucratif (36 940 \$) enregistraient le salaire annuel moyen le plus bas. Les salaires et traitements annuels moyens des femmes (46 950 \$) dans les institutions sans but lucratif étaient inférieurs aux salaires et traitements annuels moyens des femmes (49 886 \$) dans l'ensemble des secteurs au Canada en 2019. De plus, les employés de sexe masculin (59 703 \$) des organismes sans but lucratif ont gagné moins que la moyenne nationale pour les employés de sexe masculin (64 514 \$) dans l'ensemble des secteurs pour la même année.

De 2010 à 2019, les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard (+25,3 %) et du Québec (+24,7 %) ont enregistré la croissance salariale annuelle moyenne la plus rapide pour les femmes dans les institutions sans but lucratif, tandis que la Nouvelle-Écosse (10,9 %) a connu la croissance salariale la plus lente. Les employés de sexe masculin du Nouveau-Brunswick (+29,3 %) ont connu la croissance salariale annuelle la plus rapide dans le secteur sans but lucratif de 2010 à 2019, tandis que les employés de sexe masculin de l'Île-du-Prince-Édouard (-12,1 %) ont enregistré des baisses de salaire au cours de la même période.

Graphique 15**Croissance en pourcentage des salaires et traitements annuels moyens, selon le sexe, Canada, 2010 à 2019**

croissance en pourcentage

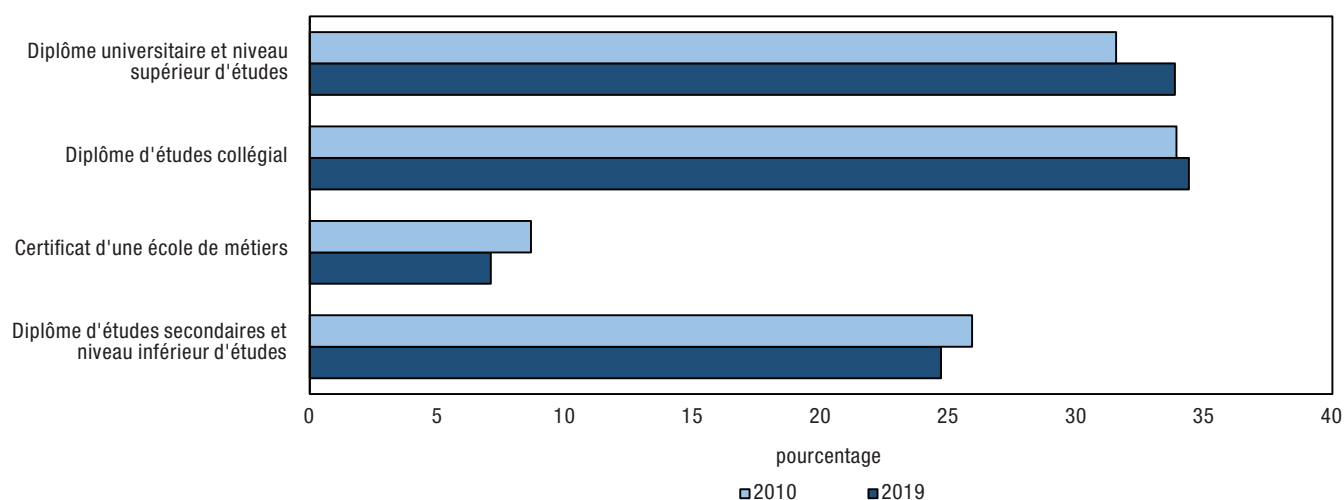


Note : Voir le document de Statistique Canada Module annuel des ressources humaines des institutions sans but lucratif : Outil interactif (<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2022010-fra.htm>) pour obtenir une plus grande personnalisation des données démographiques du secteur sans but lucratif.

Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

La majorité des travailleurs des organismes sans but lucratif étaient des diplômés des collèges et des universités

Tout au long de la décennie, la majorité des travailleurs des organismes sans but lucratif étaient des diplômés des collèges et des universités. En 2019, les diplômés des collèges représentaient 34,4 % de l'ensemble des employés du secteur sans but lucratif et les personnes titulaires d'un grade universitaire ou d'un diplôme de niveau supérieur représentaient 33,8 %. Les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins représentaient 24,7 % de l'ensemble des employés en 2019, en baisse par rapport à 25,9 % des emplois en 2010. Par sous-secteur, les institutions commerciales sans but lucratif comptaient la plus forte proportion d'employés ayant un diplôme d'études secondaires ou moins, soit 36,7 % des emplois en 2019.

Graphique 16**Proportion en pourcentage d'emplois selon le niveau de scolarité, institutions sans but lucratif, Canada, 2010 et 2019**

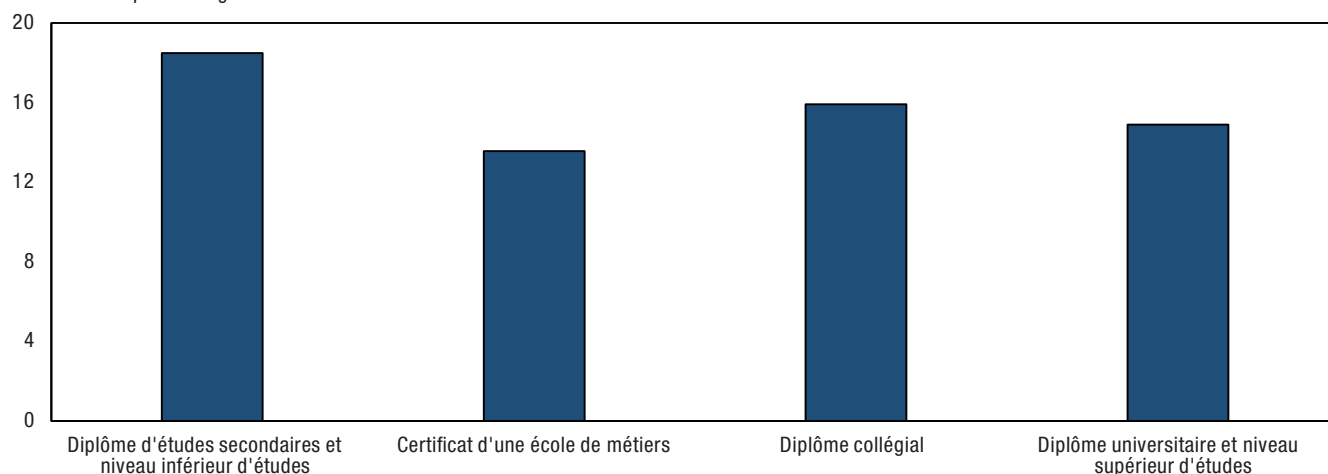
Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

Les personnes titulaires d'un grade universitaire ou d'un diplôme de niveau supérieur (60 491 \$) ont gagné les salaires et traitements annuels moyens les plus élevés en 2019, en hausse par rapport à 52 646 \$ en 2010, soit une augmentation de 14,9 %. Les personnes titulaires d'un diplôme d'études secondaires (37 810 \$) avaient les salaires et traitements annuels moyens les plus bas en 2019, en hausse de 18,5 % depuis 2010. Pour les diplômés universitaires par rapport aux diplômés du secondaire, l'écart salarial s'est élargi, passant d'une moyenne de 20 738 \$ par année en 2010 à 22 681 \$ en 2019. Comparativement à l'ensemble de l'économie, le salaire annuel moyen du secteur sans but lucratif par niveau de scolarité était inférieur au salaire annuel moyen par niveau de scolarité dans l'ensemble des secteurs en 2019. Les personnes titulaires d'un certificat d'une école de métiers (47 532 \$) dans les institutions sans but lucratif affichaient l'écart le plus important au chapitre des salaires et traitements annuels moyens par rapport aux personnes titulaires d'un certificat d'une école de métiers (58 413 \$) dans l'ensemble des secteurs.

Graphique 17

Croissance en pourcentage des salaires et traitements annuels moyens, selon le niveau de scolarité, total des institutions sans but lucratif, Canada, 2010 à 2019

croissance en pourcentage



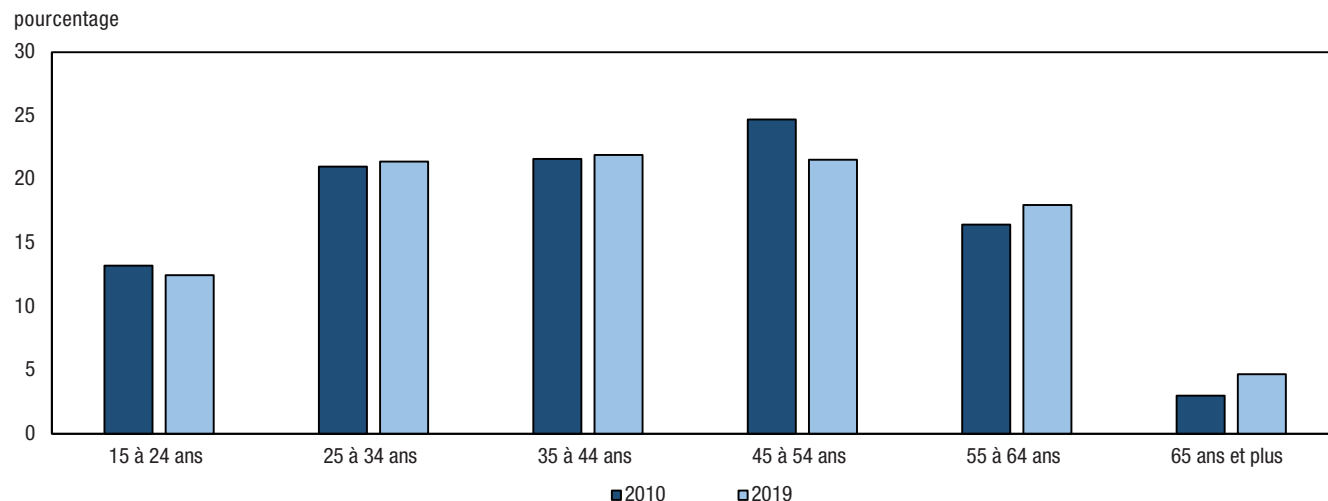
Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

Les territoires canadiens affichaient des salaires et traitements annuels moyens plus élevés que les provinces, une fois les résultats ventilés par niveau de scolarité dans le secteur sans but lucratif, ce qui reflète peut-être un coût de la vie plus élevé dans le nord du Canada. Le Nunavut (93 588 \$) et les Territoires du Nord-Ouest (77 483 \$) ont affiché les salaires et traitements annuels moyens les plus élevés pour les personnes titulaires d'un grade universitaire ou d'un diplôme de niveau supérieur en 2019, tandis que la Nouvelle-Écosse (55 753 \$) et le Manitoba (55 195 \$) ont affiché les salaires et traitements les plus bas.

Au fil du temps, la main-d'œuvre dans le secteur sans but lucratif vieillit

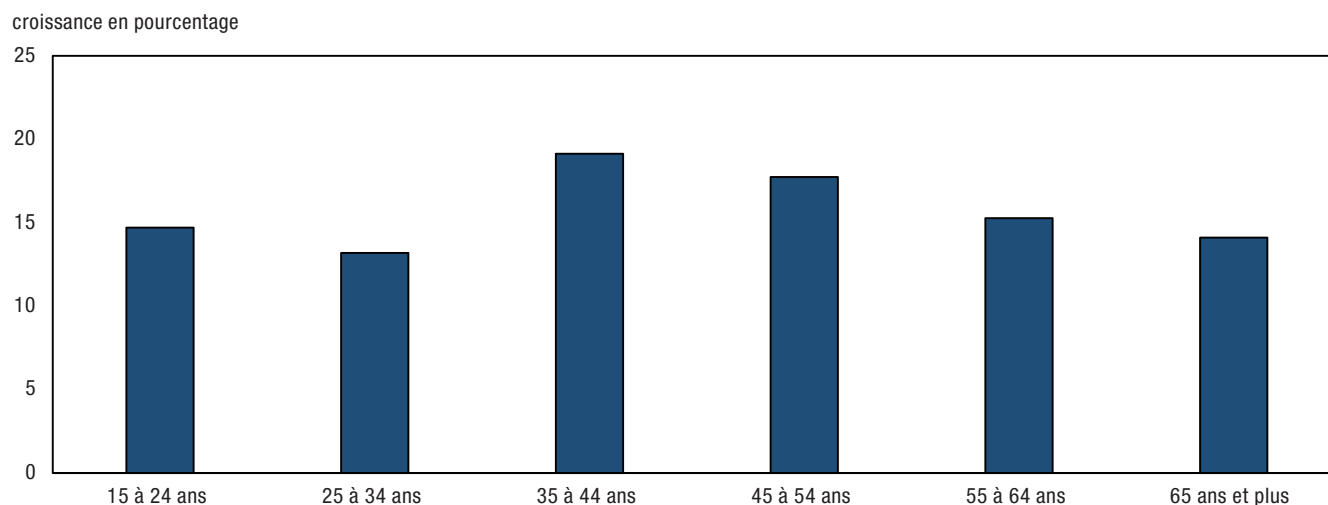
Les personnes âgées de 35 à 44 ans occupaient 21,9 % du total des emplois dans les institutions sans but lucratif en 2019, soit plus que tout autre groupe d'âge. Les personnes âgées de 45 à 55 ans occupaient la deuxième proportion en importance des emplois du secteur sans but lucratif, soit 21,5 %. La main-d'œuvre dans les institutions sans but lucratif a aussi vieilli au fil du temps. En 2019, la proportion d'employés âgés de 55 ans et plus était de 22,7 %, en hausse comparativement à 19,5 % en 2010. De plus, le nombre de travailleurs âgés de 65 ans et plus a augmenté de 80,2 % entre 2010 et 2019.

En 2019, les plus fortes proportions de travailleurs âgés de 65 ans et plus dans les institutions commerciales sans but lucratif ont été observées à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, soit 9,6 % et 7,6 % respectivement. Le Québec et l'Ontario avaient les plus faibles proportions, soit 3,5 % et 4,3 % respectivement.

Graphique 18**Proportion en pourcentage d'emplois selon le groupe d'âge, institutions sans but lucratif, Canada, 2010 et 2019**

Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

Les travailleurs âgés de 65 ans et plus ont gagné les salaires et traitements annuels moyens les plus élevés en 2019 (60 216 \$), soit un niveau légèrement inférieur aux salaires et traitements annuels moyens des employés âgés de 65 ans et plus (61 646 \$) dans l'ensemble des secteurs. Les travailleurs âgés de 15 à 24 ans ont gagné les salaires et traitements annuels moyens les plus bas (29 342 \$) en 2019. De 2010 à 2019, le groupe d'âge ayant enregistré la croissance salariale annuelle la plus rapide (+19,1 %) était celui des travailleurs âgés de 35 à 44 ans, tandis que le groupe d'âge affichant la croissance salariale annuelle la plus lente (+13,1 %) était celui des travailleurs âgés de 25 à 34 ans.

Graphique 19**Croissance en pourcentage des salaires et traitements annuels moyens, selon le groupe d'âge, Canada, 2010 à 2019**

Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

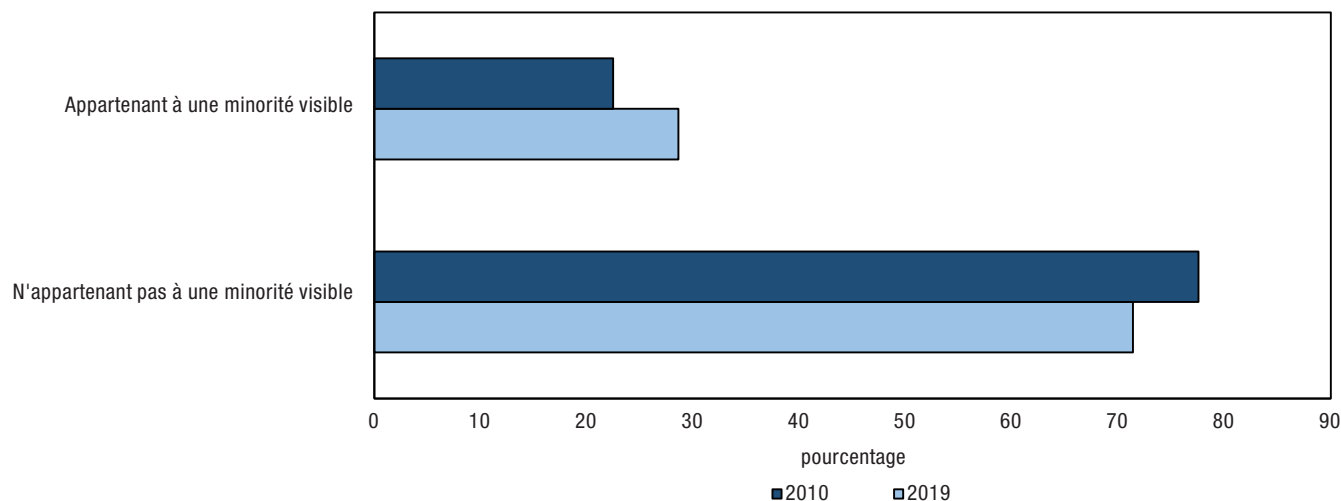
L'emploi des minorités visibles est en hausse dans les institutions sans but lucratif

De 2010 à 2019, la main-d'œuvre dans les institutions sans but lucratif est devenue de plus en plus diversifiée. La part du nombre d'emplois occupés par des personnes s'identifiant comme appartenant à une minorité visible était de 22,5 % en 2010 et de 28,6 % en 2019. Les territoires canadiens affichaient le pourcentage le plus élevé

d'employés appartenant à une minorité visible dans les institutions sans but lucratif en 2019, 78,3 % des employés au Nunavut et 50,3 % des employés dans les Territoires du Nord-Ouest s'identifient comme faisant partie d'une minorité visible. La province ayant la plus forte proportion d'employés appartenant à une minorité visible était le Manitoba, à 38,8 %, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard avait le plus faible pourcentage, à 4,6 %.

Graphique 20

Proportion en pourcentage d'emplois occupés par des personnes appartenant à une minorité visible et n'appartenant pas à une minorité visible, institutions sans but lucratif, Canada, 2010 et 2019



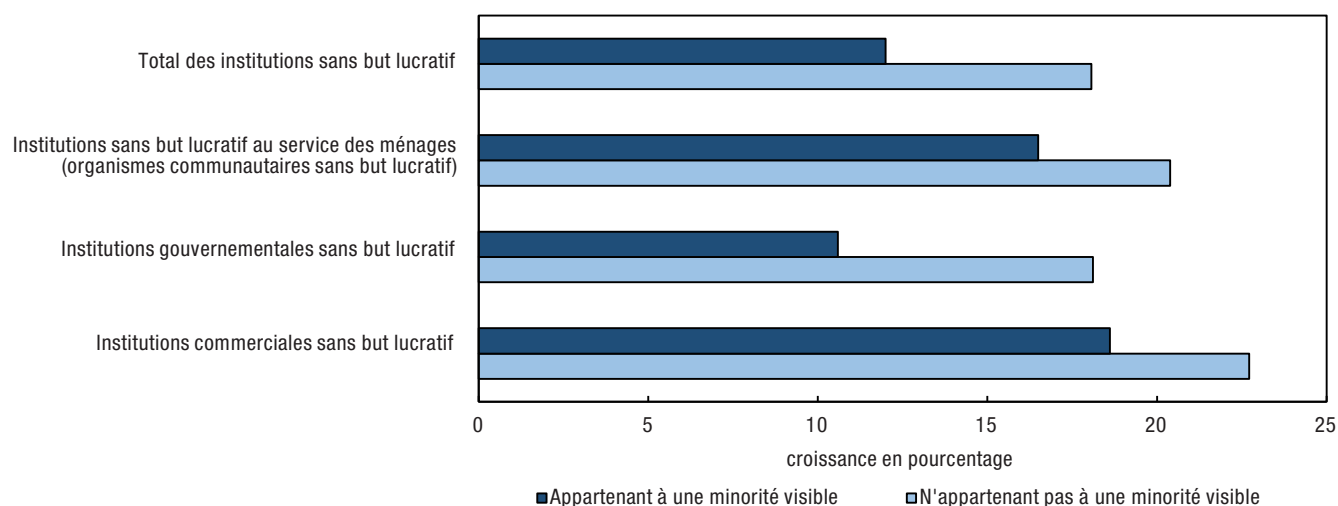
Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

En 2019, les employés appartenant à une minorité visible dans les organismes sans but lucratif ont gagné un salaire annuel moyen de 50 868 \$ au Canada, ce qui est légèrement supérieur au salaire annuel des employés appartenant à une minorité visible dans l'ensemble des secteurs. Le salaire annuel moyen des employés appartenant à une minorité visible dans le secteur sans but lucratif a augmenté de 12,0 % de 2010 à 2019. Les employés ne faisant pas partie d'une minorité visible ont gagné un salaire annuel moyen de 49 502 \$ dans le secteur sans but lucratif en 2019, ce qui est inférieur au salaire annuel moyen des employés appartenant à une minorité visible et représente une augmentation de 18,1 % depuis 2010. Comparativement aux employés appartenant à une minorité visible, les employés n'appartenant pas à une minorité visible ont affiché une croissance salariale annuelle moyenne plus élevée au cours de la dernière décennie.

Les employés appartenant à une minorité visible dans les institutions commerciales sans but lucratif et les organismes communautaires sans but lucratif ont gagné des salaires et traitements annuels moyens inférieurs à ceux des personnes n'appartenant pas à une minorité visible. En revanche, les employés appartenant à une minorité visible dans les institutions gouvernementales sans but lucratif ont gagné plus que les employés n'appartenant pas à une minorité visible.

Graphique 21

Croissance en pourcentage des salaires et traitements annuels moyens, selon l'appartenance à une minorité visible ou non, Canada, 2010 à 2019



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

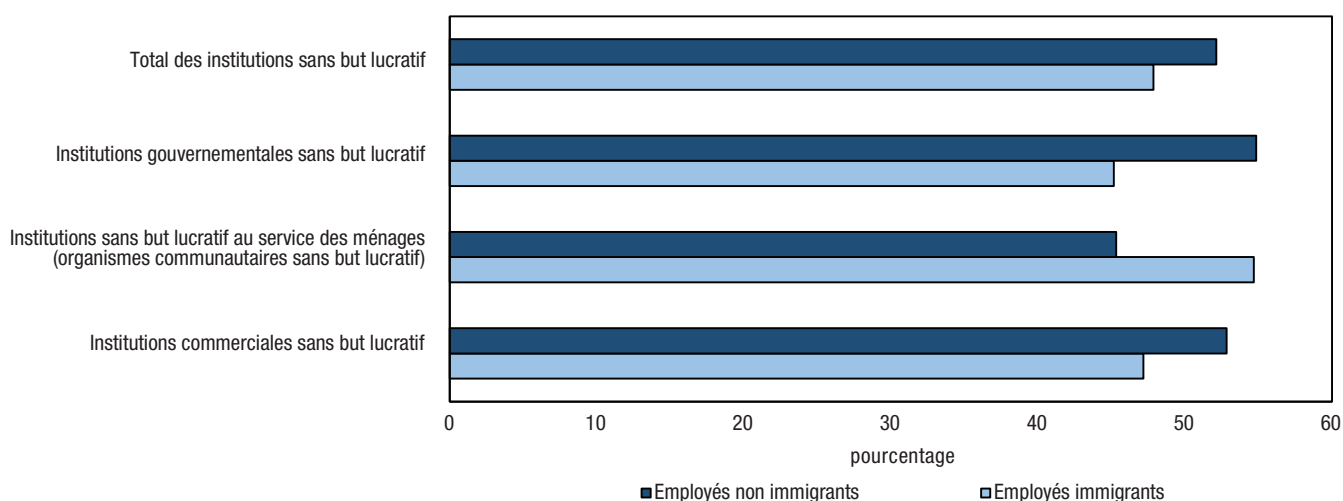
Près de la moitié des emplois du secteur sans but lucratif étaient occupés par des immigrants en 2019

Les travailleurs immigrants occupaient 47,9 % de tous les emplois dans les organismes sans but lucratif en 2019, en hausse comparativement à 41,8 % en 2010. Les organismes communautaires sans but lucratif ont enregistré la proportion la plus forte en pourcentage d'employés immigrants, soit 54,7 %, suivis des institutions commerciales sans but lucratif, tandis que les institutions gouvernementales sans but lucratif affichaient la proportion la plus faible.

Par province, l'Ontario comptait le plus grand nombre d'employés immigrants et affichait la plus forte proportion d'employés immigrants, soit 59,9 %, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard enregistrerait la plus faible proportion d'employés immigrants, soit 6,2 %.

Graphique 22

Proportion en pourcentage des emplois, selon le statut d'immigrant, institutions sans but lucratif, Canada, 2019

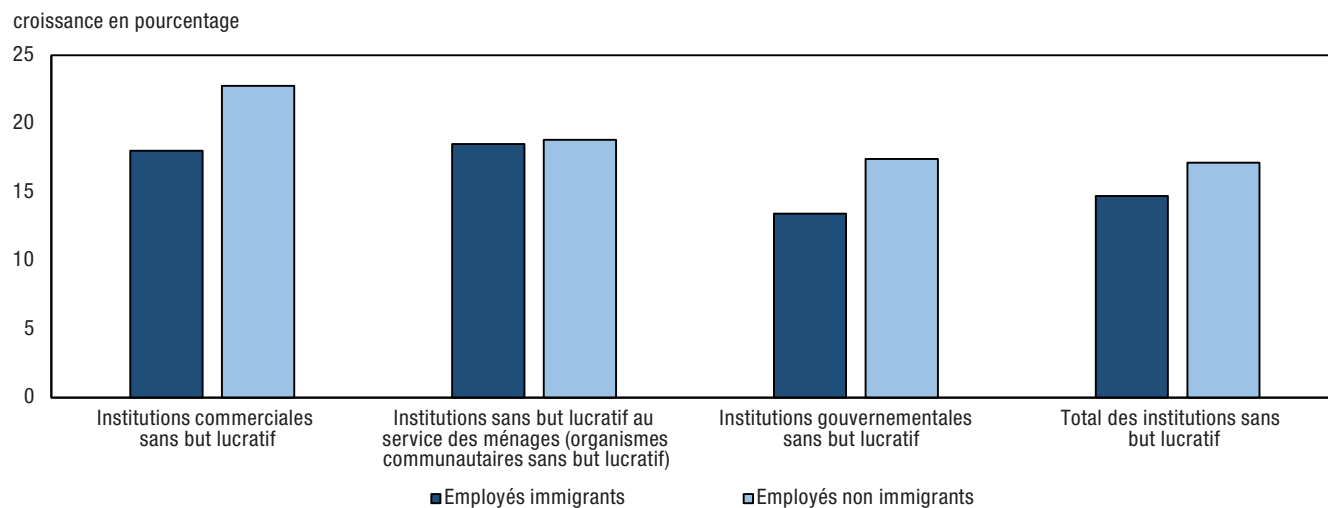


Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

Les employés immigrants dans les institutions sans but lucratif touchaient un salaire annuel moyen de 52 652 \$ en 2019, ce qui est inférieur au salaire annuel moyen des employés immigrants dans l'ensemble des secteurs au Canada (57 671 \$) et représente une augmentation de 14,7 % par rapport à 2010. Les employés non immigrants ont gagné un salaire annuel moyen de 47 360 \$ en 2019, en hausse de 17,2 % depuis 2010. Les salaires ont augmenté plus rapidement pour les employés non immigrants que pour les employés immigrants de 2010 à 2019, bien que les salaires moyens soient demeurés plus élevés pour les employés immigrants.

Graphique 23

Croissance en pourcentage des salaires et traitements annuels moyens, selon le statut d'immigrant, Canada, 2010 à 2019



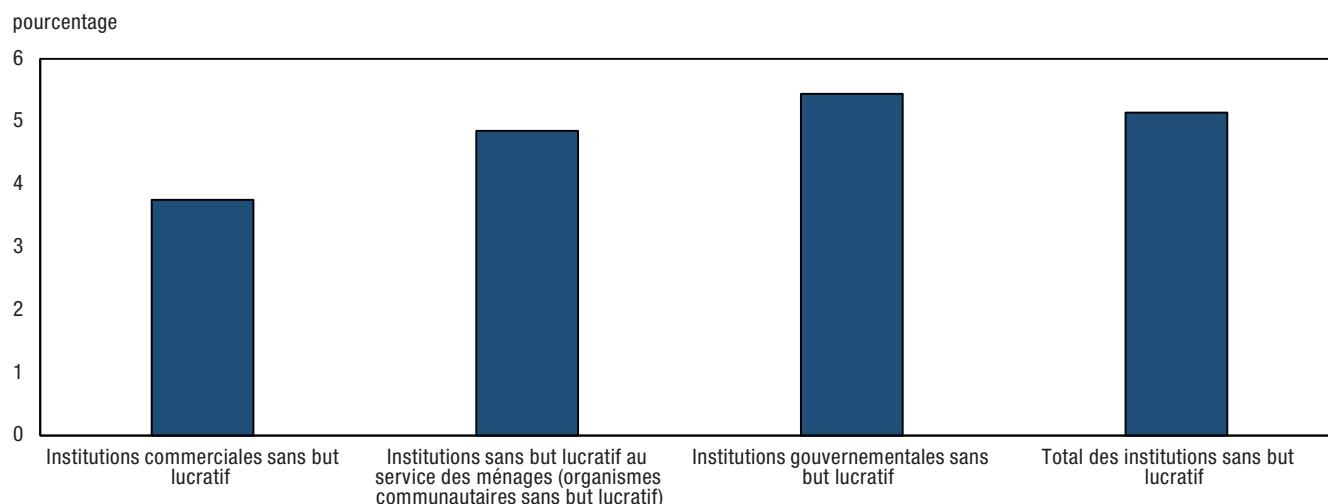
Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

Le nombre de travailleurs autochtones dans les organismes sans but lucratif a augmenté depuis 2010

Les employés autochtones représentaient 5,1 % des employés du secteur sans but lucratif en 2019, en hausse comparativement à 4,2 % en 2010. Par sous-secteur, les institutions gouvernementales sans but lucratif affichaient le pourcentage le plus élevé d'employés autochtones, soit 5,4 %, tandis que les institutions commerciales sans but lucratif affichaient le pourcentage le plus faible, soit 3,8 %.

Les territoires canadiens affichaient le pourcentage le plus élevé d'employés autochtones dans les institutions sans but lucratif en 2019, 74,7 % des employés au Nunavut et 33,0 % des employés dans les Territoires du Nord-Ouest s'identifiant comme Autochtones. Par province, le Manitoba (15,0 %) et la Saskatchewan (11,6 %) avaient la proportion la plus élevée de travailleurs autochtones, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec et l'Ontario affichaient les proportions les plus faibles, soit 1,1 %, 2,9 % et 3,5 %, respectivement.

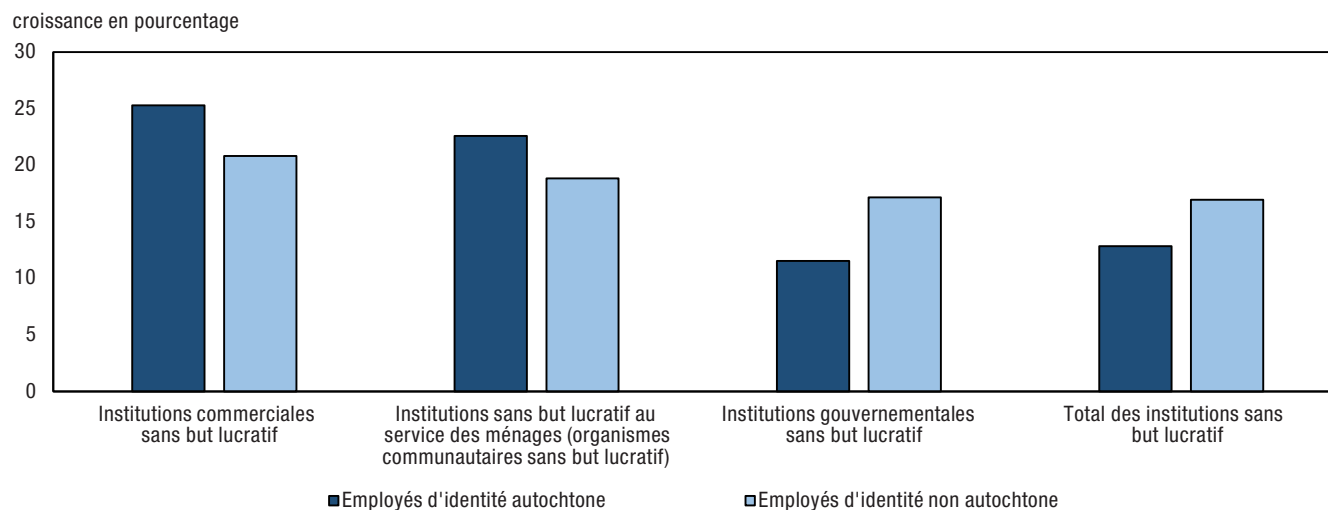
Graphique 24
Proportion en pourcentage des emplois, employés ayant une identité autochtone, institutions sans but lucratif, Canada, 2019



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

Les employés autochtones des organismes sans but lucratif ont touché un salaire annuel moyen de 51 837 \$ en 2019, ce qui est supérieur au salaire annuel moyen des employés autochtones (50 490 \$) dans l'ensemble des secteurs au Canada et représente une augmentation de 12,8 % par rapport à 2010. Les employés non autochtones ont touché un salaire annuel moyen de 49 787 \$ dans le secteur sans but lucratif en 2019, ce qui est inférieur au salaire annuel moyen des employés autochtones et représente une augmentation de 16,9 % depuis 2010. Comparativement aux employés autochtones, les employés non autochtones ont connu une croissance annuelle moyenne des salaires plus élevée. Par sous-secteur, les salaires et traitements annuels moyens des travailleurs autochtones (39 957 \$) ont été plus élevés que ceux des travailleurs non autochtones (38 675 \$) dans les organismes communautaires sans but lucratif en 2019.

Graphique 25
Croissance en pourcentage des salaires et traitements annuels moyens, par les employés autochtone et non-autochtone, Canada, 2010 à 2019



Source(s) : Statistique Canada, tableau 36-10-0651-01.

Conclusion

Les institutions sans but lucratif apportent une contribution importante à l'économie canadienne et jouent également un rôle crucial dans la prestation de services et l'amélioration du bien-être des Canadiens. Le Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat met en lumière les dimensions économiques du secteur qui étaient auparavant invisibles dans le cadre des comptes nationaux existants. Les résultats présentés dans le compte satellite ont révélé que les institutions sans but lucratif au Canada représentaient 9,0 % du PIB total du pays en 2020, si l'on inclut les institutions gouvernementales sans but lucratif, et 2,2 %, si on les exclut. La contribution du secteur sans but lucratif à l'activité économique variait selon la province et le territoire.

Les institutions sans but lucratif sont dominées par les institutions gouvernementales sans but lucratif, comme les hôpitaux, les universités et les collèges. Ces organismes ont contribué aux deux tiers du PIB du secteur en 2020. Les institutions commerciales sans but lucratif et les organismes communautaires sans but lucratif portent sur une vaste gamme de domaines, comme les services sociaux, les activités commerciales et professionnelles, la culture et les loisirs, le développement et le logement, les organismes religieux et bien d'autres, contribuant au tiers du PIB du secteur en 2020.

En ce qui concerne le revenu total, les institutions gouvernementales sans but lucratif ont été à l'origine de la proportion la plus importante du revenu du secteur sans but lucratif, une grande partie de celui-ci provenant des transferts courants des administrations publiques, particulièrement à l'échelon provincial, ainsi que de la vente de biens et de services.

Les organismes communautaires sans but lucratif ont généré la deuxième proportion en importance du revenu, à partir de diverses sources de revenus, les transferts des administrations publiques venant en tête. Le sous-secteur des organismes communautaires sans but lucratif est demeuré le principal bénéficiaire des transferts des ménages.

Les institutions commerciales sans but lucratif ont été à l'origine de la proportion la moins importante des revenus dans le secteur sans but lucratif, une grande partie de ceux-ci provenant de la vente de biens et de services. Elles étaient également les principales bénéficiaires des revenus des cotisations.

La rémunération de la main-d'œuvre représente la majorité des dépenses courantes des organismes sans but lucratif, en particulier pour les institutions gouvernementales sans but lucratif. En revanche, les achats intermédiaires de biens et de services représentent la majorité des dépenses totales des institutions commerciales sans but lucratif.

En 2019, les modules des ressources humaines ont révélé que les institutions sans but lucratif représentaient 2,2 millions d'emplois à temps plein et plus de 200 000 emplois à temps partiel au Canada. Si l'on exclut les institutions gouvernementales sans but lucratif, le secteur employait environ 630 000 employés à temps plein et 238 000 employés à temps partiel.

Au cours de la dernière décennie, les femmes ont occupé les trois quarts des emplois du secteur sans but lucratif au Canada. Toutefois, les salaires annuels moyens des femmes sont demeurés inférieurs à ceux des hommes, mais ils ont augmenté plus rapidement depuis 2010.

Selon le niveau de scolarité, la majorité des travailleurs des organismes sans but lucratif étaient des diplômés de collèges et d'universités, représentant plus de 65 % de l'ensemble des employés du secteur sans but lucratif — les personnes titulaires d'un grade universitaire gagnant en moyenne plus que tout autre groupe de scolarité.

Au fil du temps, la composition de la main-d'œuvre dans le secteur sans but lucratif a vieilli, les travailleurs âgés de 55 ans et plus représentant plus de 20 % de la main-d'œuvre en 2019. Plus précisément, le nombre de travailleurs âgés de 65 ans et plus a augmenté de 80,2 % de 2010 à 2019, les personnes âgées ayant grandement contribué à la croissance de l'emploi. Les salaires et traitements annuels ont augmenté pour chaque groupe, les travailleurs âgés de 35 à 44 ans ayant enregistré les augmentations les plus rapides.

La proportion d'emplois occupés par des personnes qui se sont identifiées comme appartenant à une minorité visible était de 22,5 % en 2010 et de 28,6 % en 2019. La croissance des salaires des personnes n'appartenant pas

à une minorité visible a dépassé celle des salaires des personnes appartenant à une minorité visible. En 2019, les employés appartenant à une minorité visible ont gagné des salaires et traitements annuels moyens inférieurs à ceux des employés n'appartenant pas à une minorité visible dans les institutions commerciales sans but lucratif et dans les organismes communautaires sans but lucratif, tandis que les employés appartenant à une minorité visible ont gagné des salaires plus élevés dans les institutions gouvernementales sans but lucratif. Les travailleurs immigrants occupaient 47,9 % de tous les emplois dans les organismes sans but lucratif en 2019, en hausse comparativement à 41,8 % en 2010. Les salaires ont augmenté plus rapidement pour les employés non immigrants que pour les employés immigrants au cours de la même période, les salaires annuels moyens des travailleurs non immigrants ayant augmenté de 17,2 % comparativement à 14,7 % pour les travailleurs immigrants.

La proportion d'employés autochtones dans les organismes sans but lucratif est passée de 4,2 % en 2010 à 5,1 % en 2019, la majorité de cette hausse étant attribuable à une augmentation du nombre de travailleurs autochtones dans les institutions gouvernementales sans but lucratif. Les salaires annuels des employés non autochtones ont augmenté plus rapidement que ceux des employés autochtones au cours de la dernière décennie dans le secteur sans but lucratif.

Annexe : Glossaire des principaux termes

Achats intermédiaires

Valeur des biens et services utilisés comme intrants dans un processus de production. Les biens ou services peuvent être soit transformés, soit utilisés dans la production. Excluent les actifs fixes dont la consommation est comptabilisée comme provision pour consommation de capital.

Autre excédent d'exploitation

Excédent d'exploitation moins les provisions pour consommation de capital. Aussi appelé excédent d'exploitation net.

Compte satellite

Statistiques supplémentaires qui permettent l'analyse d'un aspect particulier de l'économie, comme les statistiques sur le secteur sans but lucratif.

Cotisations

Frais d'adhésion, cotisations et droits d'association reçus par les institutions commerciales sans but lucratif.

Dépenses

Dépenses courantes ou dépenses.

Dépenses courantes

Dépenses consacrées à la production courante (dépenses d'exploitation) et transferts courants aux autres secteurs.

Dépenses d'exploitation

Salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail, consommation intermédiaire, provisions pour consommation de capital et impôts indirects nets sur les facteurs de production.

Dollars constants

Dollars de plusieurs années exprimés selon leur valeur (« pouvoir d'achat ») au cours d'une année, appelée l'année de base. On effectue ce type d'ajustement en vue d'éliminer les effets des changements de prix généraux.

Dollars courants

Désignent les prix courants.

Excédent brut d'exploitation

Excédent ou déficit découlant de la production marchande des institutions sans but lucratif. Comprend les provisions pour consommation de capital.

Impôts indirects nets sur les facteurs de production

Impôts moins les subventions qui s'appliquent à l'emploi de main-d'œuvre et à la propriété ou à l'utilisation de terrains, de bâtiments et d'autres actifs utilisés aux fins de la production.

Prix constants

Désignent les dollars constants.

Prix courants

On dit que les transactions, les actifs ou les passifs sont exprimés en prix courants si les prix utilisés pour leur valorisation sont les prix utilisés au cours de la période d'observation. En d'autres mots, tant les quantités que les prix de la série des valeurs se rapportent à la période courante. Les variations d'une période à l'autre des valeurs des prix courants peuvent refléter des variations des quantités et des prix.

Production brute

Valeur totale de la production brute de biens et de services par le secteur sans but lucratif, avant déduction des achats intermédiaires.

Produit intérieur brut (PIB)

Valeur totale, sans double compte, des biens et services produits sur une période donnée. Pour l'ensemble de l'économie, le PIB englobe tous les biens et services produits sur le territoire économique du Canada. Pour le secteur sans but lucratif en particulier, il correspond à la contribution du secteur au PIB du Canada, c'est-à-dire à sa production brute moins ses achats intermédiaires. Aussi appelé valeur ajoutée, ou activité économique.

Produit intérieur brut nominal

Produit intérieur brut aux prix courants.

Produit intérieur brut réel

Produit intérieur brut en dollars constants ou en prix constants.

Provisions pour consommation de capital

Provisions pour l'utilisation du capital fixe dans le processus de production. Aussi appelées amortissement.

Revenus de placements

Intérêts, dividendes et autres revenus de placements reçus sur des avoirs détenus par le secteur sans but lucratif.

Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail

Rémunération versée aux salariés en échange du travail accompli. Comprend les cotisations sociales des employeurs, comme les cotisations à l'assurance-emploi et aux régimes de pension, les indemnités d'accidents du travail, les régimes d'assurance de soins de santé et de soins dentaires et l'assurance-invalidité. Aussi appelés rémunération des salariés ou rémunération du travail.

Transferts courants

Transferts unilatéraux entre agents, sans contrepartie de bien ou de service. Les transferts des ménages au secteur sans but lucratif sont des versements sous forme de dons de bienfaisance. Les transferts des administrations publiques sont des paiements sous forme de subventions.

Ventes de biens et de services

Recettes tirées de la vente de biens ou de la prestation de services mis en vente dans le cadre des opérations. Les recettes provenant de jeux de bienfaisance, de revenus de location et de ventes aux administrations publiques entrent dans cette catégorie.